

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1149 le 11 octobre 2020

Dans ce numéro

Aux États-Unis, inculpation de plusieurs membres de milices projetant d'enlever un gouverneur démocrate...
(Page 2)

La société Cellebrite, spécialisée dans le hacking de smartphones, interrompt ses ventes aux clients basés à Hong Kong...
(Page 3)

L'Inde a testé avec succès le largage de torpilles à partir d'un missile supersonique...
(Page 4)

Le missile de croisière hypersonique russe Tsirkon testé avec succès en mer de Barents...
(Page 5)

Le Canada suspend plusieurs licences d'exportation de produits militaires vers la Turquie...
(Page 6)

Facebook annonce le prochain retrait des pages, comptes et groupes liés au groupe QAnon...
(Page 7)

FORMULATION D'ARTICLES
– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Au Japon, renforcement des opérations de contre-espionnage concernant la Corée du Nord et la Chine...

La NHK a appris que la police métropolitaine de Tokyo prévoit de réorganiser ses divisions consacrées aux affaires étrangères afin de renforcer ses opérations de contre-espionnage concernant la Corée du Nord et la Chine. Le Bureau de la sécurité publique de la police de Tokyo comprend actuellement trois divisions pour les affaires étrangères. Elles sont en charge des enquêtes sur les espions étrangers opérant au Japon ainsi que du terrorisme international. La première division gère les dossiers liés à la Russie et aux nations européennes. La seconde division enquête sur les affaires relatives aux nations asiatiques, telles que la Chine et la Corée du Nord. La troisième a pour tâche de rassembler des renseignements sur les terroristes internationaux, ce qui comprend les extrémistes islamistes. Selon des sources se confiant à la NHK, une quatrième division spécialisée dans les affaires nord-coréennes sera mise en place en avril 2021. Elle aura pour mission de renforcer le contre-espionnage dans les dossiers impliquant la Corée du Nord, les agents nord-coréens, et les exportations illégales à partir du Japon, ainsi que trouver des mesures permettant de résoudre les affaires de ressortissants japonais kidnappés sur ordre de P'yongyang. La seconde division sera spécialisée dans les affaires relatives à la Chine, qui accélère, semble-t-il, ses activités d'espionnage en visant tout particulièrement les technologies japonaises de pointe. Pendant la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, la section des affaires étrangères du Bureau de la sécurité publique était principalement préoccupée par le camp communiste mené par l'ex-Union soviétique. La réorganisation annoncée, la première depuis quasiment vingt ans, constituera une modification majeure des actions de contre-espionnage visant des menaces en provenance de la Corée du Nord et de la Chine.
(Radio Japon international, le 10-10-2020)

La Turquie en passe de démarrer la production de drones kamikazes dotés d'une technologie de reconnaissance faciale...

La célèbre revue américaine *Forbes* a fait l'éloge des drones turcs. « Les drones turcs arrivent dans toutes les tailles ces jours-ci » titre la revue dans son article signé Paul Iddon et consacré aux drones turcs. La revue souligne que ces drones sont entièrement de fabrication locale et nationale, précisant que ces dernières années, la Turquie a développé une impressionnante industrie locale de drones à partir de zéro. Les drones turcs ont prouvé leurs capacités lors des opérations en Syrie, en Irak et en Libye, relève *Forbes*. Selon *Forbes*, la Turquie se détachera des autres pays avec ses drones Kamikaze *Kargu-2* dont la production va bientôt commencer. Il précise que ces drones possèdent également une technologie de reconnaissance faciale, ce qui contribuera fortement à sa lutte antiterroriste. « La puissante industrie de drones de la Turquie constituera une grande menace pour ses ennemis » a estimé la revue américaine.

(La voix de la Turquie, le 06-10-2020)

En Afghanistan, au moins huit morts après un attentat contre un gouverneur provincial...

L'Allemagne veut aider l'Afghanistan face à l'insécurité après un nouvel attentat ce matin contre un gouverneur de province. Il a fait huit morts. Berlin annonce qu'elle va mettre 170 millions d'euros à disposition du gouvernement l'an prochain pour des projets de développement. L'Allemagne, après les États-Unis, est le deuxième plus gros contributeur au budget de l'Afghanistan.

(Deutsche Welle, le 05-10-2020)

Au Maroc, signature d'un accord portant sur la mise en place d'un bureau du Programme onusien de contre-terrorisme...

Le ministre marocain des Affaires étrangères et de la Coopération africaine a signé hier un accord sur l'établissement, sur la mise en place dans le royaume, d'un bureau du Programme onusien de contre-terrorisme. Côté onusien, c'est le secrétaire général adjoint de l'ONU de la lutte contre le terrorisme, Vladimir Voronkov, qui a apposé sa signature. Pour les Nations unies, l'établissement de cette structure au Maroc est un événement historique, une étape naturelle, un pas logique en avant vu le leadership du Maroc dans la lutte antiterroriste.

(Médi-1, le 07-10-2020)

Une vingtaine de personnes enlevées par des inconnus armés dans le centre du Mali...

Une vingtaine de personnes ont été enlevées mardi dans le centre du Mali par des hommes armés non identifiés, une dizaine étaient toujours retenues mercredi, a-t-on appris de sources concordantes. « Lors de la foire hebdomadaire du village de Farabougou, dans le secteur de Niono, des hommes armés, des terroristes, ont enlevé vingt personnes » a déclaré à l'AFP le chef de village, Boukary Coulibaly. « Lors de l'enlèvement, un jeune du village a été tué » a-t-il précisé. Une dizaine de personnes, notamment des femmes et des enfants, ont par la suite été libérées. « Actuellement, ils gardent neuf personnes » a ajouté M. Coulibaly. Un élu local des environs a confirmé avoir été informé mardi de l'enlèvement de vingt personnes. « Nous avons informé aussitôt les militaires » a-t-il indiqué sous couvert d'anonymat. Une source sécuritaire à Ségou, la capitale régionale, a déclaré à l'AFP avoir été avisée de la situation. « Des groupes djihadistes ainsi que des groupes d'autodéfense opèrent dans la zone où s'est produit l'enlèvement » a-t-elle précisé. Le centre du Mali est pris dans un tourbillon de violences depuis l'apparition en 2015 dans cette région d'un groupe djihadiste mené par le prédicateur peul Amadou Koufa, qui a largement recruté au sein de sa communauté. Les affrontements se sont multipliés entre les Peuls, majoritairement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon pratiquant essentiellement l'agriculture, qui ont créé leurs groupes d'autodéfense notamment en s'appuyant sur les chasseurs traditionnels dozos.

(Africa Radio, le 07-10-2020)

Trois militaires maliens tués lors d'une attaque près de la frontière avec le Burkina Faso...

Trois militaires maliens ont été tués dans la nuit de mardi à mercredi dans une attaque près de Koro, dans le centre du pays, près de la frontière burkinabée, a-t-on appris auprès d'une source sécuritaire malienne. Une position de l'armée à Birga-Peul a été attaquée vers 23h00 GMT par des individus non identifiés, a précisé cette source à l'AFP, faisant état d'un bilan de trois morts appartenant à la Garde nationale, une composante de l'armée. Deux véhicules de la Garde nationale ont été calcinés et un troisième a été capturé par les assaillants, selon la même source.

(Africa Radio, le 07-10-2020)

Aux États-Unis, inculpation de plusieurs membres de milices projetant d'enlever une gouverneure démocrate...

Aux États-Unis, les autorités indiquent que treize personnes ont été accusées d'avoir comploté pour kidnapper la gouverneure du Michigan, Gretchen Whitmer. Le FBI et la police de l'État ont déclaré jeudi que les treize accusés sont des membres de deux groupes extrémistes armés qui s'opposent à la gouverneure démocrate. Selon les plaintes déposées, l'un des groupes aurait tenté de mener ses actions avant l'élection présidentielle du mois prochain, et l'autre aurait souhaité attaquer des agents de police et susciter une guerre civile. Lors d'une conférence de presse, Mme Whitmer a déclaré que les deux groupes sont composés de suprémacistes blancs. Elle a évoqué des remarques prononcées par le président Donald Trump lors du débat présidentiel le mois dernier, selon lesquelles il a dit à un groupe d'extrême-droite : « Reculez et tenez-vous prêts ». Selon elle, les groupes haineux ont

interprété les propos de M. Trump non comme une réprimande, mais comme un appel à l'action.
(*Radio Japon international, le 09-10-2020*)

Aux États-Unis, inculpation de deux ex-membres du groupe État islamique accusés du meurtre de quatre Américains en Syrie...

Mercredi, le département américain de la Justice a déclaré que deux anciens militants du groupe État islamique ont été inculpés pour leur implication dans le meurtre de quatre Américains en Syrie. Ils auraient aussi été impliqués dans les décès de deux otages japonais. Les suspects sont Alexandra Kotey et El-Shafee Elsheikh, qui ont perdu leur citoyenneté britannique. Selon le département, les deux suspects sont accusés de prise d'otages conduisant à la mort concernant les quatre Américains, qui auraient été tués en 2014 ou 2015. Le département indique que les suspects ont aussi été impliqués dans la mort de personnes non américaines, dont deux ressortissants nippons. Il s'agirait de Goto Kenji et Yukawa Haruna, qui ont été tués en 2015. Alexandra Kotey et El-Shafee Elsheikh ont été arrêtés en Syrie en 2018. Ils sont placés en détention par l'armée américaine depuis l'an dernier. D'après le département, les deux suspects sont apparus pour la première fois mercredi devant un tribunal fédéral dans l'État de Virginie.

(*Radio Japon international, le 09-10-2020*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Un ancien haut diplomate nord-coréen ayant fait défection se trouverait sous protection en Corée du Sud...

Un ancien haut diplomate nord-coréen porté disparu se trouve actuellement en Corée du Sud. Il s'agit de Jo Song-gil, ex-ambassadeur par intérim de Corée du Nord en Italie. Il s'était soudainement enfui avec son épouse, au début du mois de novembre 2018, à deux ou trois semaines de la fin de sa mission à Rome. Depuis, les spéculations allaient bon train. Certains disaient qu'il aurait fait une demande d'asile à un pays occidental, quand d'autres mettaient en avant qu'il aurait fait défection en Corée du Sud. Hier, des sources au sein du Minjoo, le parti au pouvoir, nous ont appris que le couple était arrivé à Séoul en juillet 2019 via un pays tiers et dans la plus grande discrétion. Un député du Parti du pouvoir du peuple (PPP), la principale formation de l'opposition, qui est membre de la commission parlementaire du renseignement a, lui, précisé qu'il était sous la protection des autorités sud-coréennes. Le NIS, le Service national du renseignement, s'est pourtant refusé à confirmer l'information. Jo, 49 ans, avait commencé à assurer son intérim, après que l'Italie ait demandé à l'ambassadeur désigné, Mun Jong-nam, qui n'était pas encore totalement accrédité, de quitter le pays, en protestation contre le sixième essai nucléaire effectué par P'yongyang en septembre 2017. Il était alors connu comme étant le fils et le gendre d'anciens ambassadeurs nord-coréens.

(*KBS World Radio, le 07-10-2020*)

Le président tchèque refuse de nommer au grade de général l'actuel chef du service de contre-espionnage...

Le président Milos Zeman n'élèvera pas le directeur du service de contre-espionnage (BIS), Michal Koudelka, au rang de général à l'occasion de l'anniversaire de la fondation de la Tchécoslovaquie, le 28 octobre. Le chef de l'État a clairement exprimé son intention en réponse à une question du quotidien *MF Dnes*, indiquant en revanche qu'il se conformerait à la proposition du gouvernement en ce qui concerne tous les autres candidats. Le président, qui a été très critique envers le travail du service de contre-espionnage mettant en évidence les activités d'agents russes et chinois sur le territoire tchèque, a déjà refusé de promouvoir Michal Koudelka au rang de général à quatre reprises. Les autres candidats sur la liste du gouvernement sont le président de la police, Jan Svejdar, et le chef du service pénitentiaire Petr Dohnal.

(*Radio Prague international, le 09-10-2020*)

La société Cellebrite, spécialisée dans le hacking de smartphones, interrompt ses ventes aux clients basés à Hong Kong...

L'entreprise Cellebrite, spécialisée dans la vente de systèmes permettant aux autorités en charge des enquêtes dans le monde entier de hacker les smartphones, a annoncé mercredi qu'elle avait interrompu la vente de ses solutions et services aux clients basés à Hong Kong ou en Chine. Il s'agit selon l'entreprise de se conformer aux nouvelles réglementations émises par les États-Unis. Cellebrite

a ajouté qu'elle révisé et met à jour régulièrement ses politiques de conformité afin de garantir qu'elle agit selon les réglementations et règlements internationaux acceptés. Les activistes pro-démocratie de Hong Kong avaient mis en place une pétition réclamant que l'entreprise interrompe la vente de ses produits aux autorités du territoire. Ils expliquaient que la police de Hong Kong utilisait les systèmes de Cellebrite pour réprimer les protestations et d'autres activités militantes. Cellebrite, filiale contrôlée par une entreprise japonaise, développe des technologies numériques pour les organismes, les gouvernements et les entreprises du monde entier en charge du maintien de l'ordre.
(Radio Japon international, le 09-10-2020)

... MILITAIRE ...

Au Japon, près d'une trentaine de membres des Forces terrestres d'autodéfense infectés par le coronavirus...

Les Forces terrestres d'autodéfense japonaises confirment que 28 de leurs membres ont été infectés par le coronavirus, probablement à la suite d'un barbecue. Selon des officiels des FAD, un total de 28 membres, en provenance de 24 bases à travers le pays, ont été testés positifs en date de lundi. Ces personnes font partie des 190 femmes environ, membres des FAD, ayant participé à des formations entre juillet et septembre à la base d'Asaka, à cheval sur les préfectures de Tokyo et de Saitama. Des officiels des FAD se sont excusés pour les soucis que cet incident a pu causer auprès de la population et ils ont promis de faire tout ce qu'ils pouvaient pour lutter contre la propagation du virus.
(Radio Japon international, le 06-10-2020)

En Corée du Sud, 35 nouveaux cas d'infection au coronavirus dans une base de l'armée de terre...

Une base militaire de l'armée de terre, située à Pocheon, au nord de Séoul, a annoncé aujourd'hui avoir recensé 35 nouveaux cas d'infection au nouveau coronavirus. Le nombre total de contaminations survenues dans ce camp s'élève désormais à 36. L'origine de cette infection en masse n'est pas encore connue et un test de dépistage a été mené auprès de quelques 230 individus, dont des militaires et du personnel civil. La plupart des sorties et des permissions sont désormais interdites pour cette réserve. Les autorités sanitaires et militaires se sont penchées sur les déplacements des soldats ayant récemment eu des permissions, en particulier un officier contaminé qui était à Séoul les 26 et 27 septembre. Selon l'armée, des militaires des bases avoisinantes ainsi que des civils ayant visité le camp en question pourront eux aussi être testés.
(KBS World Radio, le 06-10-2020)

Devant la montée en puissance de la Chine, Séoul annonce son intention de se doter de porte-avions légers...

Séoul est elle aussi décidée à répondre à la montée en puissance maritime de Pékin et de Tokyo, qui envisagent de déployer des porte-avions transportant des aéronefs furtifs dans le milieu des années 2020. De fait, la marine sud-coréenne vient d'annoncer officiellement son intention de se doter de porte-avions légers. La nécessité pour le pays de s'en équiper a été évoquée face à l'augmentation des éventuelles zones de conflit avec les deux géants asiatiques et à la potentielle menace nord-coréenne. Le projet sera lancé en 2021, avec pour objectif de déployer ces navires de guerre au début des années 2030. Mais leur coût fait débat. Il faudra au moins 2 000 milliards de wons, soit 1,46 milliard d'euros, pour construire ne serait-ce qu'un seul vaisseau, et 2 500 milliards de wons, environ 1,8 milliard d'euros, pour acquérir 20 chasseurs F-35B qui seront à bord. Or, il risque, d'un côté, d'être une cible coûteuse et facile à attaquer, si on prend en considération les capacités des porte-avions de l'empire du Milieu et de l'archipel nippon ; et d'un autre côté, excessive pour faire face à la puissance militaire de la Corée du Nord. Le projet sera donc dans le collimateur de l'audit parlementaire et de l'examen, également par l'Assemblée nationale, du budget de l'État 2021.
(KBS World Radio, le 06-10-2020)

L'Inde a testé avec succès le largage de torpilles à partir d'un missile supersonique...

Le largage de torpilles assisté par des missiles supersoniques, le *SMART*, a été testé avec succès en vol, lundi, depuis l'île de Wheeler, au large d'Odisha. Selon l'Organisation de recherche et de développement pour la défense (ORDD), tous les objectifs de la mission, y compris le vol du missile, jusqu'à la portée et l'altitude, la séparation du cône du nez, le largage de la torpille et le déploiement du mécanisme de réduction de la vitesse (VRM), ont été parfaitement atteints. *SMART* est un système de

largage assisté par missile de torpilles anti-sous-marines légères pour la lutte anti-sous-marine (ou LASM) bien au-delà de la portée des torpilles. Le lancement et la démonstration sont importants pour la mise en place de capacités de lutte anti-sous-marine. Un certain nombre de laboratoires de la ORDD, dont le LRDD, le CRI Hyderabad, l'ERDLA Agra, le LNST Visakhapatnam, ont développé les technologies requises pour le SMART.

(All India Radio, le 06-10-2020)

Le missile de croisière hypersonique russe *Tsirkon* testé avec succès en mer de Barents...

La Russie indique avoir réussi le lancement d'essai d'un missile de croisière hypersonique pouvant se déplacer à plus de huit fois la vitesse du son. Le ministère russe de la Défense a publié mercredi une vidéo du lancement du missile *Tsirkon* depuis un navire dans le nord-ouest du pays en direction d'une cible dans la mer de Barents. On peut y voir le missile cracher des flammes et devenir invisible immédiatement après avoir changé de direction. Le chef de l'état-major général des forces armées, le général Valeri Guerasimov, a informé le président russe Vladimir Poutine du tir d'essai par vidéoconférence. M. Guerasimov a précisé que le missile avait atteint sa cible à environ 450 kilomètres en près de 4 minutes et 30 secondes. M. Poutine a salué le succès du test indiquant qu'il s'agissait d'un événement important pas seulement pour les forces armées russes, mais aussi pour tout le pays. Les États-Unis et la Chine développent aussi des armes hypersoniques qui, en théorie, sont capables de pénétrer les systèmes de défense antimissiles existants.

(Radio Japon international, le 08-10-2020)

Des substances biochimiques ont été introduites en Corée du Sud par les forces américaines...

Les forces américaines déployées en Corée du Sud ont fait entrer, à trois reprises entre 2017 et 2019, des substances biochimiques dans le pays, après l'introduction du bacille du charbon dans la péninsule en 2015. C'est ce qu'on a appris dans un document déposé, dans le cadre de l'audit parlementaire, à la commission des Affaires étrangères et de la Réunification, par une association civile réclamant le démantèlement du laboratoire de microbes de l'armée américaine, situé au port de Busan. Selon le texte, les GI basés dans le pays du matin clair ont introduit, le 9 novembre 2017, le 15 octobre 2018 et le 9 janvier 2019, des échantillons de trois substances, dont l'anatoxine botulinique et l'anatoxine de staphylocoque. L'association soupçonne que ces matières, destinées à des tests d'armes biologiques, soient susceptibles d'être activées, vu un passage intitulé « *live agent test* » du projet *Jupiter*, qui fait partie du plan bactériologique de l'armée US. De son côté, la ministre sud-coréenne des Affaires étrangères, Kang Kyung-wha, a expliqué qu'il s'agissait simplement d'anatoxines, c'est-à-dire des substances ne contenant pas d'éléments toxiques couramment utilisés dans les secteurs médical et industriel. En vertu de l'accord sur le statut des forces américaines en Corée du Sud (SOFA), ces dernières ne sont pas obligées d'informer Séoul de l'introduction de ces produits. La cheffe de la diplomatie a par ailleurs fait savoir que les responsables du pays de l'oncle Sam installés en Corée du Sud avaient déclaré, l'année dernière, qu'ils ne feraient plus entrer les substances incriminées, afin de ne plus inquiéter la population locale.

(KBS World Radio, le 09-10-2020)

En Corée du Nord, un nouveau type de missile intercontinental dévoilé lors d'une parade militaire...

La Corée du Nord a exposé un engin qui pourrait s'apparenter à un nouveau type de missile intercontinental, lors d'une parade militaire organisée à P'yongyang, la capitale. L'événement s'est déroulé samedi matin, à la première heure, sur la place Kim Il-sung, dans le centre de P'yongyang. Cette première parade militaire organisée en deux ans marquait le 75^e anniversaire de la fondation du Parti des travailleurs. Dans son discours, le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un a assuré que son pays continuerait de renforcer son potentiel militaire, à des fins d'autodéfense et de dissuasion, tout en maintenant le contrôle sur d'éventuelles agressions de forces étrangères, notamment liées à leur constante menace nucléaire. Il s'est toutefois abstenu de toute critique directe à l'encontre des États-Unis. Cette parade a été l'occasion de faire étalage du missile *Hwasong-15*, susceptible d'atteindre n'importe quel endroit des États-Unis selon les dires de P'yongyang. Il était suivi par un apparent nouveau type de missile intercontinental, ou ICBM, tracté par un véhicule équipé de onze roues sur le côté, soit deux fois plus que pour le *Hwasong-15*. Un autre modèle apparent de missile lancé par sous-marin, de type SLBM, était également exposé sous le nom de *Pukguksong-4*.

(Radio Japon international, le 11-10-2020)

Cap sur la mer de Chine orientale pour une frégate de la marine canadienne...

La marine canadienne a dépêché un navire en mer de Chine orientale. Il va participer à la surveillance des activités nord-coréennes qui pourraient enfreindre les sanctions onusiennes. Toronto a annoncé cette semaine l'envoi d'une frégate et d'un hélicoptère embarqué dans la région. Des moyens aériens affectés sur la base américaine de Kadena, à Okinawa, participeront à la mission à partir du mois de novembre. Le ministre canadien de la Défense, Harjit Sajjan, a expliqué dans un communiqué : « En tant que pays du Pacifique, le Canada continue de travailler avec ses partenaires et alliés de la région Asie-Pacifique pour maintenir la paix et la sécurité régionales ». Un rapport rendu public en septembre par le Conseil de sécurité de l'ONU affirmait que la Corée du Nord avait enfreint à plusieurs reprises les sanctions. Le document précisait que P'yongyang avait intensifié les transferts illicites entre bateaux, en particulier de produits pétroliers raffinés. Ces transferts sont menés notamment en mer de Chine orientale. Selon des sources diplomatiques japonaises, la coopération avec le Canada aidera également à lutter contre les activités maritimes chinoises, qui s'intensifient dans les mers de Chine méridionale et orientale.

(Radio Japon international, le 10-10-2020)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

La Russie serait prête à livrer le système de missiles de défense aérienne S-400 à l'Iran...

L'ambassadeur de Russie en Iran a déclaré samedi que Moscou n'aurait aucun problème à vendre à Téhéran un système avancé de défense aérienne au terme de l'embargo imposé par l'ONU contre la vente d'armes à la République islamique. « Nous avons prévenu depuis le tout premier jour que nous n'aurions aucun problème à vendre des armes à l'Iran à partir du 19 octobre » a déclaré Levan Dzagharyan au quotidien iranien *Resalat* lors d'un interview publiée samedi, selon l'agence de presse *Fars*. Un embargo international sur l'envoi d'armes en Iran doit expirer le 18 octobre après l'échec des États-Unis en vue d'obtenir une nouvelle résolution des Nations unies. L'administration Trump a aussi menacé de punir tout pays ou entité qui violerait les sanctions internationales que Washington estime être en vigueur. Balayant cette menace, M. Dzagharyan a affirmé que Moscou comptait examiner toute demande iranienne après la date d'expiration de l'embargo. « Comme vous le savez, nous avons déjà fourni à l'Iran le système S-300 en 2016. La Russie n'aura aucun problème à livrer le S-400 » a-t-il souligné. Israël avait déjà tenté en vain de bloquer la vente à l'Iran du système S-300 qui, selon les analystes, était susceptible d'empêcher des frappes contre des cibles iraniennes. L'État hébreu s'opposera probablement également à une livraison des batteries russes S-400 à la République islamique.

(I24News, le 05-10-2020)

La Serbie serait très intéressée par l'achat de drones turcs...

Le président serbe Alexander Vucic a indiqué que son pays était très intéressé par l'achat de drones turcs. Lors d'un point de presse au palais présidentiel, Vucic a fait l'éloge des drones turcs *Bayraktar*. « Les systèmes des drones sont très intéressants et nous voulons en acheter à l'avenir » a-t-il indiqué. « Les drones turcs en question sont très bien. Il faut rendre le mérite aux producteurs turcs ». Le président serbe a dit souhaiter renforcer la sécurité du pays. « Nous ne menaçons personne. Nous n'attaquons personne. Mais nous devons toujours être prêts pour ne pas être confrontés à une surprise. Nous entreprenons les démarches nécessaires dans ce sens » a-t-il déclaré. Il a souligné que la Serbie est réellement un pays impartial en termes militaires. « Cependant nous souhaitons défendre et protéger nous-mêmes notre espace aérien et nos terres » a-t-il ajouté. Dernièrement le président serbe a relevé que les systèmes de drones sont chers, mais que ce sont des investissements très intelligents.

(La voix de la Turquie, le 06-10-2020)

Le Canada suspend plusieurs licences d'exportation de produits militaires vers la Turquie...

La Turquie a critiqué la décision du Canada de suspendre les licences d'exportation de certains produits militaires. Le ministère des Affaires étrangères a publié un communiqué suite à la décision du Canada de suspendre provisoirement les licences d'exportation vers la Turquie de certaines technologies sous prétexte qu'elles seraient utilisées dans les conflits en cours dans la région du Haut-Karabakh occupée par l'Arménie. « Alors que le Canada n'a vu aucun mal à exporter des armes vers des pays qui étaient militairement impliqués dans la crise au Yémen, où a été vécue l'une des plus

grandes tragédies humanitaires de ce siècle, et en présentant ces ventes d'armes - qui ont été critiquées même dans des rapports préparés par les experts de l'ONU - en tant que contribution à la sécurité régionale, il ne peut y avoir aucune explication au blocage des exportations de produits de défense vers un allié de l'OTAN qu'est la Turquie » a déclaré le ministère. Pour Ankara, la déclaration du Canada concernant la suspension des licences d'exportation de certains produits militaires vers la Turquie, en prétextant la lutte légitime de l'Azerbaïdjan pour libérer ses territoires qui étaient sous l'occupation arménienne depuis 30 ans, n'est autre que le reflet de l'approche deux poids deux mesures de ce pays. Le ministère a rappelé que depuis le lancement de l'opération *Source de Paix*, le Canada a posé des obstacles en termes de permis d'exportation de matériel militaire vers la Turquie et a adopté une approche distante de toute coopération, de façon contraire à l'esprit d'alliance. « La Turquie dispose d'un régime global de contrôle des exportations et applique scrupuleusement les obligations découlant de ces régimes. Nous attendons du Canada qu'il suive une politique distante du double standard et agisse sans être sous l'influence des milieux anti-Turquie de son pays et sans se laisser emprisonner dans des calculs étroits d'intérêts politiques » conclut le communiqué.
(*La voix de la Turquie, le 06-10-2020*)

La République tchèque envisage d'acheter des drones armés de fabrication israélienne...

Le ministère de la Défense déboursa 1,5 milliard de couronnes (environ 55 millions d'euros) pour l'achat de drones dotés de capacités de combat entre 2023 et 2027. L'information a été communiquée ce mardi par le ministre de la Défense Lubomír Metnar. Les Tchèques utilisent déjà des appareils sans pilote, employés pour des missions de reconnaissance. « Les armées modernes utilisent de plus en plus fréquemment des systèmes d'information automatisés. Je me réjouis du fait que nous aussi, nous nous procurons cet équipement de pointe » a déclaré le ministre devant les soldats du 533e bataillon de Prostějov (Moravie centrale), spécialisé dans l'utilisation des appareils sans pilote. Le président Miloš Zeman a déclaré à cette occasion qu'il recommandait à l'armée tchèque d'acheter des drones en provenance d'Israël.
(*Radio Prague international, le 06-10-2020*)

Un contrat d'une valeur de 50 millions de dollars signé par Elbit Systems avec l'armée américaine...

La filiale américaine de l'entreprise israélienne Elbit Systems a signé un contrat d'une valeur de 50 millions de dollars (42,5 millions d'euros) avec l'armée américaine, a rapporté mercredi l'agence de presse *Reuters*. Cet accord, d'une durée de cinq ans, porte notamment sur la production de pièces détachées destinées au système d'affichage inclus dans les casques des pilotes de l'armée américaine. Connecté au casque, ce système d'affichage permet au pilote de surveiller son environnement, tout en ayant les informations fournies par ses instruments de bord à hauteur des yeux. Une première commande d'un montant de 17,9 millions de dollars (15,2 millions d'euros) a déjà été passée dans le cadre de ce contrat. Lundi, Elbit Systems a remporté un autre contrat d'une valeur de 35 millions de dollars (29,7 millions d'euros) avec l'United States Navy, la marine américaine. Cet accord, d'une durée de cinq ans, concerne l'entretien et la réparation d'avions de transport V-22. La maintenance de ces appareils se fera sur les sites de Fort Worth, au Texas, et à Talladega, en Alabama.
(*I24News, le 07-10-2020*)

... CYBERESPACE ...

Facebook annonce le prochain retrait des pages, comptes et groupes liés au groupe conspirationniste QAnon...

C'est une opération de grande ampleur que s'apprête à mettre en œuvre Facebook contre le groupe conspirationniste QAnon. Le géant des réseaux sociaux a annoncé mardi qu'il allait retirer les pages, les comptes et les groupes liés à la mouvance QAnon aussi bien du réseau social Facebook que d'Instagram, qui lui appartient aussi. Cette décision survient en pleine campagne électorale américaine, alors que le nombre de partisans de Donald Trump qui participent à cette mouvance d'extrême-droite prend de plus en plus d'ampleur. Facebook précise que même les pages qui ne contiennent pas de contenu violent seront supprimées. QAnon dépeint le président Donald Trump comme un guerrier secret contre un réseau supposé de trafic d'enfants dirigé par des célébrités et des représentants du gouvernement de l'État profond. Cependant, Facebook n'a pas précisé quels critères seraient utilisés pour déterminer qu'une page ou un groupe représente la mouvance QAnon. Auparavant, Facebook

affirmait qu'il ne supprimerait les groupes *QAnon* que s'ils encouragent la violence. La société lancera l'opération de retrait des comptes mardi, précisant que cela prendra du temps et se poursuivra dans les jours et les semaines à venir. Le phénomène *QAnon* a pris de l'ampleur lorsque les comptes secrets se sont multipliés sur *Facebook*, de même que des comptes sur *Twitter* et *YouTube*. La mouvance *QAnon* serait liée à des événements violents et à la propagation d'une théorie selon laquelle le coronavirus est un canular. Cette théorie s'est également propagée dans la sphère politique américaine. Plusieurs républicains qui se présentent au Congrès cette année sont favorables à cette mouvance. De nombreux critiques estiment toutefois que la décision de *Facebook* contre *QAnon* est tardive. (*Radio Canada international, le 07-10-2020*)

Microsoft parmi les investisseurs de la société de cyberdéfense israélienne Illusive Networks...

La société israélienne de solutions de cyberdéfense et de tromperie Illusive Networks a annoncé ce mercredi la finalisation d'un tour de table de série B, qui lui a permis de lever 24 millions de dollars (20 millions d'euros) auprès d'investisseurs, dont Cisco et Microsoft. Illusive Networks, dont les revenus annuels ont augmenté de 228%, a indiqué que les nouveaux fonds seraient utilisés pour accélérer la prochaine phase de croissance de l'entreprise, motivée par une stratégie commerciale agressive axée sur l'expansion des ventes et du marketing, ainsi que sur de nouveaux investissements et des améliorations de produits pour sécuriser les charges de travail de *cloud*. Illusive Networks minimise les cyber-risques en créant un environnement hostile pour les hackers. Sa technologie permet de réduire la surface d'attaque et de bloquer les mouvements des pirates informatiques en les privant des moyens de progresser vers des actifs critiques après avoir franchi un certain périmètre. « Notre croissance rapide témoigne de la nécessité de notre solution, en particulier avec la montée des cyberattaques et la complexité de la sécurisation des travailleurs à distance » a déclaré le fondateur et PDG d'Illusive Networks, Ofer Israeli. « Nous sommes également ravis de l'énorme élan que nous constatons chez nos partenariats stratégiques comme Microsoft. La semaine dernière, Illusive a ainsi été annoncé comme le seul fournisseur de technologie de tromperie avec un statut de co-vente Microsoft. (*I24News, le 08-10-2020*)

Renseignor

Le Renseignement ouvert par la radio

Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30